



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 mars 2003

Original: français

Assemblée générale
Cinquante-septième session
Point 109 de l'ordre du jour
Questions relatives aux droits de l'homme

Conseil de sécurité
Cinquante-huitième année

**Lettre datée du 5 mars 2003, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint les observations (voir annexe) qu'appelle de la part du Gouvernement ivoirien le rapport de la mission d'urgence des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, rapport publié sous la cote S/2003/90, daté du 24 janvier 2003.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire publier l'intégralité dudit texte comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 109 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Noël Emmanuel **Ahipeaud Guebo**



Annexe à la lettre datée du 5 mars 2003, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies

Observations du Gouvernement ivoirien sur le rapport de la mission d'établissement des faits du Haut Commissariat des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire du 29 décembre 2002

INTRODUCTION

Le rêve des Ivoiriens de retrouver la sérénité et le bonheur après deux (02) ans de vie tumultueuse s'est brutalement mué en cauchemar dans la nuit du **18 au 19 septembre 2002**. Une violence inouïe et sans précédent venait de faire irruption dans leur histoire, violence d'autant plus douloureuse qu'aucun signe ne le laissait présager au lendemain de la formation de l'un des gouvernements les plus consensuels que la Côte d'Ivoire ait jamais connu.

Depuis ce jour, la guerre s'est installée avec son cortège de malheurs. Les Droits de l'Homme, en temps de paix, doivent faire l'objet d'une vigilance permanente à cause des passions des hommes qui sont souvent enclins à abuser de leur pouvoir ou de leur force. Le temps de guerre est un temps où même les plus vertueux peuvent se surprendre à voir monter en eux une violence sous les effets conjugués de l'instinct de conservation, des provocations et harcèlements de toutes sortes notamment en matraquage médiatique partial.

Aussi, le temps de crise doit-il être le temps du dépassement et du courage pour conserver toutes les chances d'en sortir. C'est à ce dépassement que se sont attelés les Ivoiriens et leur gouvernement depuis le début de cette guerre avec comme pierre angulaire le respect des Droits de l'Homme.

Très tôt, de nombreuses mesures dont le détail a été communiqué au Haut Commissariat aux Droits de l'Homme ont été prises. La Côte d'Ivoire s'est ouverte à toutes les organisations nationales et internationales de défense des Droits de l'Homme qui désiraient procéder à des investigations sur la situation des Droits de l'Homme.

Dans un souci de transparence, le Gouvernement ivoirien a saisi le Conseil de Sécurité des Nations Unies le **05 novembre 2002** pour l'envoi d'une Commission d'Enquête.

Cette demande qui s'inscrivait dans un environnement médiatique international hostile (beaucoup d'Ivoiriens désabusés ont même parlé d'un complot international multiforme contre la Côte d'Ivoire) n'a reçu à ce jour, aucune suite. Cette attitude contraste avec la promptitude avec laquelle l'ONU a répondu à la demande d'envoi d'une mission consécutive à une interpellation émanant d'un gouvernement autre que celui de la Côte d'Ivoire. La réponse à la demande de la Côte d'Ivoire aurait permis d'éviter l'impréparation reconnue par la Mission elle-même (voir les **paragraphes 1, 2, 3, et 5** du rapport). Malgré tout, le peuple ivoirien attendait beaucoup de cette mission.

L'espoir que suscitait cette nouvelle option a malheureusement été déçu.

La guerre, en elle-même, constitue une violation des Droits de l'Homme. Elle n'est donc pas le cadre idéal de l'exercice de ces droits. Le Gouvernement ne saurait cependant couvrir les violations des Droits de l'Homme commises dans les zones qu'il contrôle. Il a décidé quoiqu'il lui en coûte, d'emprunter le chemin de la vérité. Mais, il constate avec tristesse, que la mission d'établissement des faits du Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme n'a pas emprunté ce chemin exigeant de la vérité.

La lecture du rapport montre l'ambiguïté de la nature de la Mission (**I**). Il révèle aussi un manque de rigueur (**II**) et la partialité de ses rédacteurs (**III**).

I – LES AMBIGUITÉS SUR LA NATURE DE LA MISSION

Le **05 novembre 2002**, le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, par le biais du Ministre Délégué aux Droits de l'Homme a demandé l'envoi d'une Commission d'Enquête sur les violations des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire.

Lors de sa rencontre avec le Haut Commissaire Adjoint aux Droits de l'Homme à Genève, au siège du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, le vendredi **20 décembre 2002**, le Ministre Délégué aux Droits de l'Homme a réitéré cette demande. En lieu et place le Secrétaire Général a demandé au Haut Commissaire aux Droits de l'Homme d'envoyer une mission pour recueillir des informations précises sur les violations des Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire International en Côte d'Ivoire. Cette mission a séjourné en Côte d'Ivoire, du **23 au 29 décembre 2002**.

Elle a été qualifiée de mission d'établissement des faits.

Etablir les faits, suppose qu'on leur donne une certaine véracité. Le faire, suppose en filigrane, la mise en lumière de certaines responsabilités. Selon le **paragraphe 7** du rapport, le but de la mission "*n'était pas de pointer un doigt accusateur contre quiconque*". Ainsi, "*l'objectif était plutôt de recueillir des informations susceptibles d'aider le conseil de Sécurité à comprendre la situation sur le terrain et à rechercher les voies de la paix*". Soit ! Mais, peut-on à la vérité établir des faits sans pointer un doigt accusateur ? Peut-on établir des faits sans induire des responsabilités ? C'est cette ambiguïté de la notion de mission d'établissement des faits, qui explique qu'en guise d'exposé de la méthode de travail, le rapport présente plutôt des éléments de méthodologie. C'est encore cette ambiguïté qui permet de comprendre en définitive que la mission est parvenue à faire ce qu'elle prétendait éviter. Par exemple :

- ❖ **Au paragraphe 13** : après avoir cité une décision de la Cour Suprême de Côte d'Ivoire, elle conclut que cette décision a eu pour conséquence d'exclure une grande partie de la population ivoirienne. Cette conclusion est manifestement un jugement de valeur alors que la mission ne devait présenter que les faits. Au demeurant en quoi une décision d'une juridiction qui statue sur l'éligibilité de candidats à la présidence de la République peut avoir pour effet, d'exclure une partie de la population. Nous invitons la Mission à nous expliquer cette allusion.

❖ **Au paragraphe 12** : *"il s'est établi un lien entre la citoyenneté, la nationalité et l'éligibilité aux fonctions élevées"*. D'où la Mission tire-t-elle cette assertion en guise de conclusion ? Ce genre d'affirmations fait-il partie de ses objectifs ?

❖ La Mission a recueilli plusieurs témoignages.

Mais elle a manifestement ignoré les centaines de témoignages dont elle a reçu copie de la part du Ministère Délégué aux Droits de l'Homme tant à Abidjan qu'à Genève.

De deux (02) choses l'une : soit la Mission qui aime à souligner qu'elle n'est pas une commission d'Enquête ne recueille pas de témoignages. Mais, si elle le fait, la justice la plus élémentaire, lui commande de prendre en compte tous les témoignages disponibles.

❖ **Au paragraphe 57** : la Mission affirme avoir *"recueilli des informations précisant que les escadrons de la mort seraient constitués d'éléments proches du Gouvernement, de la garde présidentielle et d'une milice tribale de l'ethnie du Président"* et déclare même que *"des noms"* lui ont été *"communiqués"*.

II – LE MANQUE DE RIGUEUR

Le manque de rigueur se caractérise par des imprécisions, par la légèreté dans l'analyse des faits et par des inexactitudes.

A - LES IMPRECISIONS

Elles sont nombreuses et minent la crédibilité de la Mission. Elles portent sur les sources et sur les faits :

1 – SUR LES SOURCES

il est fait plusieurs fois mention de renseignements donnés par des "organisations s'occupant des Droits de l'Homme" sans que celles-ci soient nommées (**paragraphe 84, 89 et 153**) alors qu'elle a cité abondamment Amnesty International.

Une telle démarche appelle les questions suivantes :

- La Mission doute t-elle de la fiabilité des faits au demeurant graves qui lui sont rapportés par ces organisations ?
- La Mission suggère t-elle que ces organisations sont peu crédibles, eu égard à leur inféodation avérée à certains partis politiques ?
- Enfin, ces organisations existent-elles réellement ?

Ces interrogations sont d'autant plus justifiées que le Ministère Délégué aux Droits de l'Homme a recensé plus d'une trentaine d'associations de défense des Droits de l'Homme avec lesquelles il entretient une franche collaboration.

2 – SUR LES FAITS ALLEGUES

Par exemple, au **paragraphe 51** : il est fait mention de trois **(03)** migrants originaires du Burkina Faso en l'occurrence YABRE Sebré, MASSE Haïdou et MASSE Ali qui auraient été exécutés. Mais aucune information sur les circonstances dans lesquelles ils ont été tués n'a été donnée. S'agit-il de combattants du M.P.C.I. ? Pourquoi ceux-ci précisément ont-ils trouvé la mort ? les Burkinabé sont-ils victimes d'exécutions systématiques en Côte d'Ivoire ? La Mission a-t-elle été influencée par le mythe du sentiment anti Burkinabé des Ivoiriens, tel que développé par un **mémemorandum*** largement diffusé par le Gouvernement Burkinabé dans les milieux diplomatiques.

B – LA LEGERETE DANS L'ANALYSE DES FAITS

Analysant avec peu de rigueur les informations reçues, la Mission s'est contentée de faire des affirmations gratuites et tirer des conclusions hâtives.

1 – DE NOMBREUSES AFFIRMATIONS GRATUITES

La mission fait des affirmations sans en rapporter la moindre preuve ou à tout le moins un commencement de preuve.

* Ce Mémemorandum a fait l'objet d'une réponse de la part du Gouvernement ivoirien dont copie est disponible au Ministère Délégué aux Droits de l'Homme et dans les Représentations Diplomatiques de la Côte d'Ivoire.

C'est ainsi que :

- ❖ **Aux paragraphes 98 et 99**, la Mission fait état de manifestations d'actes haineux et xénophobes, des actions contre les populations du Nord par "*certaines secteurs de la population ivoirienne*" ainsi que des messages d'incitation à la haine ethnique qui serait véhiculée par la Radio et la Télévision Nationales. Tous ces faits sont avancés sans qu'il soit donné le moindre exemple ou la moindre source.
- ❖ **Au paragraphe 94**, la Mission affirme de manière péremptoire qu'il existe des centres de détention et de torture en zone gouvernementale et cite les casernes et les Ecoles de Gendarmerie et de Police comme lieux probables. D'où la mission tire-t-elle que ces lieux constituent des lieux probables de détention et de torture ? La Mission qui ne s'est pas rendue sur les lieux pour vérifier les faits, a failli à son devoir d'investigation.
- ❖ **Au paragraphe 111**, la Mission rapporte que les militants du Rassemblement des Républicains (RDR) et de l'Union Démocratique et populaire de la Côte d'Ivoire (sic)* seraient menacés dans l'exercice de leurs libertés d'expression et d'opinion et qu'un certain nombre d'entre eux auraient été enlevés et exécutés. Aucun fait n'est rapporté pour justifier ces affirmations.
- ❖ **Au paragraphe 118**, la Mission indique détenir de la part des défenseurs des Droits de l'Homme, sans les citer nommément, des informations de cas de vols, de violences et de pillages qu'ont commis les Forces de l'ordre contre les habitants des quartiers précaires.

Bien que s'étant rendue sur les lieux comme elle le soutient, elle n'a nullement pris le soin de recueillir les informations, aux fins de confirmation des actes ci-dessus relatés, auprès des habitants qu'elle affirme pourtant avoir rencontrés au mois de décembre **2002**, sur des sites détruits depuis le **20 septembre 2002**.

* Voir les observations infra

Tous ces faits énumérés auraient dû être vérifiés auprès des Autorités gouvernementales. Faute de l'avoir fait, la Mission a failli à ses obligations dans l'analyse des faits. Elle n'a donc pas pu évaluer rigoureusement les informations reçues.

2 – L'ÉVALUATION PEU RIGOUREUSE DES INFORMATIONS REÇUES

Dans l'évaluation des informations reçues, la Mission a méconnu la règle qui impose à tout enquêteur – encore que la mission prétend ne pas être une mission d'enquête même si elle se comporte comme telle d'entendre tous sachants et de tenir compte de leur version des faits en vue d'apporter la contradiction nécessaire dans le but de vérifier l'exactitude des faits.

Plusieurs exemples peuvent étayer cette idée.

- ❖ **Au paragraphe 84**, la Mission a rapporté les déclarations d'une organisation des Droits de l'Homme, qui avait estimé à cent cinquante (**150**), le nombre de personnes détenues par les Forces Gouvernementales. Elle n'a pas vérifié cette information auprès des Autorités gouvernementales avant de la publier.

Par ailleurs, s'agissant du nombre de prisonniers faits par les rebelles, la mission déclare : "on pense toutefois qu'ils détiennent onze (**11**) membres de la Gendarmerie".

Le verbe "penser" utilisé en l'espèce amène à conclure que rien n'a été vérifié et que la mission n'a pas la certitude de ce qu'elle avance. Or, nous savons que les rebelles ont, après l'occupation des villes et notamment celle de Bouaké, fait prisonniers plusieurs dizaines de Gendarmes et d'agents des Forces de l'ordre qui n'étaient pas en situation de belligérance ainsi que des membres de leurs familles.

- ❖ **Au paragraphe 85**, contrairement à la situation carcérale du sergent Alain GUFI pour laquelle la mission a pu vérifier la réalité, elle n'a pu le faire pour les cinq (**05**) personnes qui selon elle, seraient détenues à la Direction de la Surveillance du Territoire (D.S.T.).

Pourtant, cette structure de la Police se trouve à Abidjan où la mission a séjourné. Elle ne fournit pas non plus la source de ses informations sur ces prétendus détenus.

❖ **Au paragraphe 87**, la Mission affirme que *“depuis l’arrivée des troupes françaises, il n’y aurait pas eu de cas d’exécution sommaire de Gendarme à Bouaké”*. Cette information laisse perplexe. En effet, comment les soldats français arrivent-ils à mener le contrôle quand on sait qu’ils sont postés sur les différentes lignes de front et à la sortie de la ville de Bouaké au corridor Est, sur l’axe Bouaké-M’Bahiakro, à l’Ecole Baptiste et non à l’intérieur de la ville de Bouaké, encore moins dans les différentes bases des rebelles.

De plus, le rapport indique que le Mouvement Patriotique de Côte d’Ivoire (MPCI), détient des prisonniers sans en préciser le nombre. Or, il aurait fallu que la Mission insiste auprès des rebelles pour visiter ces prisonniers et apprécier leurs conditions de détention.

❖ **Au paragraphe 114**, la Mission mentionne que certains représentants de partis politiques auraient insisté sur le fait que *“des personnes ayant critiqué ouvertement le pouvoir en place ont été assassinées”*.

Il s’agit ici de l’exemple le plus topique de l’évaluation peu rigoureuse des informations reçues par la Mission.

En effet, le terme *“les personnes”* employé dans le rapport, indique clairement qu’il n’existe plus d’opposition en Côte d’Ivoire. Or, les exemples sont nombreux de libre expression des opinions et des pensées qui se manifestent de diverses manières par exemple la parution quotidienne de journaux aux lignes éditoriales parfois diamétralement opposées ; liberté d’opinion qui va jusqu’à la démission de ministres du gouvernement sans que pour autant, ceux-ci aient été assassinés.

La Mission une fois encore, n’est pas allée au bout de ses investigations.

❖ **Au paragraphe 122**, le conditionnel utilisé par la mission laisse planer un doute sur la matérialité des faits commis par les deux (02) mouvements rebelles de l’Ouest (le MPIGO et le MJP) alors qu’il est notoirement établi que les combattants de ces deux (02) mouvements procèdent systématiquement aux pillages, à la destruction des habitations et aux massacres des populations. Ces faits sont confirmés non seulement par les déplacés en provenance de cette région, mais également par les chaînes de Radios et Télévisions Nationales et même étrangères.

❖ **Au paragraphe 124**, la mission affirme avoir reçu une information des forces armées nationales, provenant du Député de Bloléquin qui leur aurait fait part de cas de pillages et de profanations de cimetières de cette localité. Bien que le Député de Bloléquin ait été cité par les FANCI comme la source de l'information, la Mission n'a pas jugé utile de contacter ce dernier pour en savoir plus.

❖ **Au paragraphe 134**, la Mission affirme *"qu'on ne dispose d'aucune information précise concernant des personnes accusées ou poursuivies en justice, bien que la Mission ait reçu l'assurance au plus haut niveau que des procédures étaient en cours"*. Cela atteste encore une fois, qu'aucune investigation n'a été menée pour établir les faits.

En effet, la Mission aurait dû se rendre dans les cabinets d'instruction du Tribunal Militaire ou des Tribunaux de Première Instance situés à Abidjan, comme elle l'a fait à Daloa, pour vérifier l'existence de ces procédures et leur état d'avancement. En outre, elle aurait dû également se rendre dans les différentes maisons d'arrêt et de correction pour vérifier si ces personnes y étaient effectivement détenues.

C - LES INEXACTITUDES

Le rapport dans son ensemble énonce divers faits et éléments inexacts. Les exemples à cet égard foisonnent ; on mentionnera quelques-uns qui laissent dubitatif sur le sérieux du travail de la Mission.

Ainsi :

❖ **Au paragraphe 4**, la Mission affirme avoir rencontré divers membres du gouvernement dont le Ministre Délégué aux Droits de l'Homme, représenté par le Ministre du Commerce. Au delà de l'ambiguïté du terme *"rencontré"* qui n'établit pas qu'il s'agit de séance de travail, le Gouvernement, tient à préciser que lors du passage de la Mission des Nations Unies à Abidjan, l'intérim du Ministre Délégué aux Droits de l'Homme était assuré par Monsieur le Ministre ACHI Patrick, Ministre des Infrastructures Economiques, porte-parole du gouvernement.

Par ailleurs, le gouvernement ivoirien comprend deux **(02)** ministères du commerce :

- l'un appelé ministère du Commerce Intérieur, dirigé par Madame Odette SAUYET LIKIKOUET, Député de Diégonéfla, membre du Front Populaire Ivoirien (FPI).
- L'autre dénommé ministère du Commerce Extérieur, dirigé par Monsieur Amadou SOUMAHORO, Maire de Séguéla, membre du Rassemblement des Républicains (RDR).

Enfin, le Gouvernement souligne qu'en l'absence de Madame le Ministre Délégué aux Droits de l'Homme, son Directeur de Cabinet a tenté en vain d'obtenir une séance de travail avec "la Mission d'établissement des faits" des Nations Unies.

❖ **Au paragraphe 55**, la Mission énonce qu'avant son assassinat, le Docteur DACOURY TABLEY a été détenu par les forces de sécurité ivoiriennes pendant deux **(02)** jours pour raison d'enquête. D'où la Mission tire-elle cette information qui est inexacte ? Si elle avait pris le peine de lire les annexes du dossier à elle remis par le Ministère Délégué aux Droits de l'Homme, elle aurait su qu'il n'est pas, en l'état, établi que le Docteur DACOURY TABLEY ait été détenu par les forces de sécurité. Cela ne ressort pas du P.V n° 942 du **11 novembre 2002** de la section de recherches de la brigade de gendarmerie d'Abidjan.

❖ **Au paragraphe 27**, le rapport note qu'il y a soixante mille **(60 000)** réfugiés dans les zones d'accueil du Nord du pays, vers la frontière du Libéria. De quelle zone du Nord parle t-on ? L'inexactitude de cette mention est patente car la frontière du Libéria ne se trouve pas au Nord de la Côte d'Ivoire, mais au Sud Ouest.

Par ailleurs, le rapport suggère que Korhogo qui est la plus grande ville du Nord du pays, ne ferait pas partie de la région septentrionale de la Côte d'Ivoire, puisqu'il est mentionné que sur le nombre total de soixante douze mille **(72 000)** réfugiés recensés en Côte d'Ivoire, soixante mille **(60 000)** seraient installés dans le Nord du pays quand douze mille **(12 000)** auraient été recensés à Abidjan, Man, Bouaké et Korhogo.

Enfin, peut-on conclure après le départ de la Côte d'Ivoire de trente deux mille (**32 000**) réfugiés Libériens sur les soixante douze mille (**72 000**) recensés, qu'il en resterait encore dans ce pays, soixante mille (**60 000**) que le HCR voudrait voir déplacer vers le Sud ?

- ❖ **Au paragraphe 111**, la Mission affirme avoir rencontré "*les représentations des formations politiques en Côte d'Ivoire, notamment (...) l'Union Démocratique et populaire (sic) de la Côte d'Ivoire*". Il convient de préciser que le parti du défunt Général Robert GUEÏ (auquel fait sans doute allusion le rapport) a pour dénomination exacte Union pour la Démocratie et pour la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI). En considération de cette erreur (?), on peut légitimement se demander si la mission a effectivement rencontré les membres de ce parti, surtout que cette erreur (?) revient à plusieurs reprises dans le rapport (deux (**02**) fois au paragraphe 111 et deux (**02**) fois au **paragraphe 112**).
- ❖ **Au paragraphe 133**, le rapport semble laisser entendre que le Ministère Délégué aux Droits de l'Homme a été créé à la suite de l'éclatement du conflit. A la vérité, ce ministère résulte du remaniement ministériel du **05 août 2002**. D'ailleurs, le respect des Droits de l'Homme a toujours été une préoccupation du Gouvernement qui avait créé, avant le **05 août 2002**, une direction des Droits de l'Homme au sein du Ministère de la Justice, des Libertés Publiques et des Droits de l'Homme.
- ❖ **Au paragraphe 137**, il est rapporté que le dossier dit du charnier de Yopougon d'**octobre 2000**, n'a pas été suivi. Cette idée est inexacte et dénuée de tout fondement.

En effet, après le rapport de l'ONU qui a désigné des gendarmes comme prétendus auteurs de ces actes, une procédure judiciaire a été ouverte et suivie contre lesdits gendarmes qui a abouti à un procès à l'issue duquel, ces derniers ont été acquittés faute d'avoir pu établir leur culpabilité.

Faut-il le souligner, les témoins appelés au procès et qui auraient pu permettre à la cour de se forger une conviction, ont refusé de comparaître. On ne saurait donc parler d'impunité dans un tel cas. En outre, le Chef d'Etat a demandé la réouverture de ce dossier. A cet effet, trois (03) nouveaux cabinets d'instruction ont été ouverts au siège du Tribunal de Première Instance d'Abidjan pour reprendre les procédures (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} cabinets d'instruction).

❖ **Au paragraphe 145**, le rapport laisse entendre qu'une partie de la population ivoirienne ne bénéficie pas de protection et qu'il existe une discrimination basée sur la nationalité d'origine. Cette idée ne reflète nullement la réalité et s'avère tendancieuse dans la mesure où tous les citoyens en Côte d'Ivoire sont égaux devant la loi. Ce principe étant d'ailleurs affirmé par la Constitution en son article 2 "*tous les êtres humains naissent libres et égaux devant la loi*".

Toutes ces inexactitudes sont révélatrices de la partialité de ce rapport.

III - LA PARTIALITE DE LA MISSION

Il avait été promis lors du passage du Ministre Délégué aux Droits de l'Homme à Genève, les **19 et 20 décembre 2002**, une mission impartiale selon les règles de l'ONU. Mais, force est de reconnaître que les fruits n'ont pas tenu la promesse des fleurs. La partialité de la Mission transparaît à travers divers points du rapport.

A – DES EXPRESSIONS ET TERMES EVOCATEURS

❖ Dès le **paragraphe 8**, il est mentionné "*le Gouvernement et ses partisans*" en face de qui se placerait le MPC. Est-ce à dire que le conflit ne concerne que le Gouvernement et ses partisans, au lieu de concerner tous les Ivoiriens dont le pays est attaqué ?

C'est la Côte d'Ivoire qui est agressée.

Parler du Gouvernement et de ses partisans accrédiète la thèse d'un gouvernement illégitime qui se débat avec ses supporters irréductibles contre des libérateurs de la Côte d'Ivoire. Faut-il rappeler à la Mission que tous les partis politiques de Côte d'Ivoire ont condamné l'agresseur. Ceux-ci sont-ils des partisans du pouvoir en place ?

❖ **Au paragraphe 48**, le terme mutinerie est employé pour parler de la rébellion. Peut-on sérieusement croire que ce qui a été déclenché le **19 septembre 2002** était une mutinerie ?

La Mutinerie est l'action de se mutiner. Se mutiner, c'est refuser collectivement et ouvertement de se soumettre aux ordres de l'autorité à laquelle on est assujéti.

Planifier l'assassinat et tuer froidement un Ministre de la République ainsi que de hautes autorités civiles et militaires, est-ce refuser de se soumettre à leurs ordres ?

Violer des femmes est-il en liaison avec la discipline militaire ?

Les déserteurs qui dirigent la rébellion sont-ils membres des forces légales de Côte d'Ivoire ?

Les mercenaires du MPCÍ – MPGO – MJP qui sont à Bouaké et à l'Ouest du pays font-ils partie de l'armée ivoirienne ?

Parler ici de mutinerie, c'est donc prendre parti sur le fait générateur du conflit et partant, chercher à rendre plus acceptable l'agression que subissent les Ivoiriens.

Lorsqu'une violation grave des Droits de l'Homme peut être clairement imputée à la rébellion du MPCÍ et de ses démembrements (MPIGO et MJP), la Mission utilise une rédaction laconique et des titres anodins. Cette méthode rédactionnelle atteint rapidement ses objectifs dans une société cybernétique qui va vite et dans laquelle les lecteurs ne prennent pas toujours le temps de méditer les phrases quand ils ne s'en tiennent pas uniquement aux inter-titres.

Ainsi, alors que la Mission choisit le terme "escadron de la mort" (terme qui frappe d'emblée le lecteur) parce qu'elle les impute au Gouvernement, elle préfère parler de "traitement des enfants" pour désigner le recrutement par les rebelles des enfants soldats.

Avouons que le titre "**des enfants soldats**", aurait été beaucoup plus expressif.

B - SUR LES CAUSES DU CONFLIT

1) SUR LES CAUSES DU CONFLIT RETENUES PAR LA MISSION

Le rapport de la Mission du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme a identifié quatre **(04)** causes, comme étant à l'origine de la crise que subit actuellement la Côte d'Ivoire.

La Mission cite successivement les questions de :

- L'identité nationale ;
- Le concept de l'Ivoirité ;
- Le foncier rural ;
- La Constitution.

L'examen de ces causes montre que d'une part, elles ne sauraient par principe, être reçues comme devant justifier la crise et d'autre part, sur le fond, elles sont mal fondées.

Sur les trois **(03)** premières causes, les griefs allégués portent sur la rigueur des conditions d'acquisition de la nationalité ivoirienne par les non nationaux et le refus de la pleine propriété aux étrangers sur les terres du domaine rural. La crise étant supposée "ivoiro-ivoirienne", la question des étrangers ne saurait valablement être reçue et retenue pour la justifier.

Concernant la Constitution, qu'on juge exclusionniste notamment en son article 35, elle a été votée par voie référendaire à l'appel de tous les partis politiques sans exception.

La Constitution n'est donc pas sensée générer le peuple ivoirien dont elle est l'émanation.

La mise en cause de cette Constitution qui relève purement d'une spéculation politicienne ne peut être admise comme une des sources du conflit que vit actuellement la Côte d'Ivoire.

Les différentes causes ne pouvaient tenir place dans le rapport que s'il est accepté que le conflit est en réalité d'origine étrangère.

Mais malheureusement, cette piste n'a pas été explorée par la Mission alors même qu'il n'est plus contesté eu égard aux moyens développés et à la logistique mise en place par les rebelles que la crise a aussi et surtout des origines étrangères, qui, au regard des instruments internationaux, mérite condamnation.

Il importe, ces remarques liminaires faites, d'examiner ces causes au fond pour nous rendre compte qu'elles ne sauraient tenir lieu de justificatifs sérieux au présent conflit.

a) La Question de la Nationalité

Définie comme "l'appartenance à la population constitutive d'un Etat, la nationalité ivoirienne est régie par la loi N° 61-415 du **14 décembre 1961** modifiée en **1972**.

Le grief fait au code de la nationalité, est que les conditions d'éligibilité sont trop rigoureuses depuis **1972** en ce que certainement à partir de cette date, la possibilité d'acquisition de la nationalité ivoirienne par la déclaration, conformément aux dispositions des articles 17 à 23 dudit code a été supprimée.

Même sous cette législation, en cas de déclaration faite par un non national, l'Etat de Côte d'Ivoire avait la faculté d'accepter ou de rejeter ladite déclaration suivant l'article 23 sus-cité.

Il s'agit là d'une expression souveraine de l'Etat dans le choix des non nationaux désirant acquérir la nationalité ivoirienne.

Il est de principe en effet, qu'en "l'état actuel du Droit International, les questions de nationalité sont considérées comme relevant du domaine réservé des Etats. Chacun détermine librement les conditions d'attribution de sa nationalité ; aucun autre ne peut le faire pour lui"¹².

¹ Bernard AUDIT "Droit Internationale Privé" economica 1991, P. 726

La compétence exclusive de l'État et sa liberté absolue de déterminer ses règles de nationalité ont été consacrées par la Jurisprudence Internationale, notamment dans l'avis consultatif du **07 février 1923** (série b, 4) de la Cour Permanente de Justice Internationale et par la Cour Internationale de Justice dans l'affaire Nottebohm du **06 avril 1955**.

Avec la réforme de **1972**, la Côte d'Ivoire a librement déterminé les conditions uniques et égales d'acquisition de la nationalité ivoirienne. Et ces conditions n'ont jamais suscité de rancoeurs, ni été l'objet de contestation de la part des non nationaux résidant en Côte d'Ivoire.

Il s'agit là d'une simple utilisation politicienne de la question de la nationalité qui ne peut valablement constituer une cause de la présente crise.

Le **paragraphe 11** qui est conçu en dehors de tout agencement des idées sans fil conducteur contient des amalgames dangereux. La mission reprend à son compte des thèses fabriquées par les auteurs de la rébellion pour justifier leur entreprise.

Ce document tend à montrer l'importance de l'identité nationale dans la crise actuelle que vit la Côte d'Ivoire. A cet égard, les rédacteurs du rapport stigmatisent la loi de **1972** portant code de la nationalité comme étant à l'origine d'une véritable frustration subie par les familles de migrants.

On peut dès lors se demander pourquoi de la loi de **1972** n'a commencé à produire ses effets qu'une quinzaine d'années plus tard ? Ne peut-on pas soutenir cette autre thèse suivant laquelle certains hommes politiques ont cherché à accroître leur audience politique en exploitant habilement des données de l'Histoire et en poussant sur la scène politique des migrants qui, à l'origine n'ont jamais entendu exercer un quelconque droit de citoyenneté en Côte d'Ivoire.³

b) Le Concept De L'ivoirité

Il est brandi comme l'une des causes majeures de la crise en Côte d'Ivoire par la Mission.

³ A cet égard, une enquête sur les communautés burkinabé du Ghana, pourrait révéler des similitudes saisissantes avec la position des Burkinabé de Côte d'Ivoire

Il ne figure cependant pas dans le rapport une définition de ce concept qu'on dit controversé.

L'"ivoirité" est un concept qui n'existe ni dans la législation ivoirienne ni dans le programme du Gouvernement actuel.

Si nous nous en tenons à la définition qu'en donne son concepteur, le Président Henri KONAN BEDIE "l'ivoirité quelque soit notre ethnie, notre religion, notre région et notre race, est promise à tous, même aux étrangers".

L'"ivoirité" en tant que culture distinctive des Ivoiriens, de tous les ivoiriens sans exclusion aucune, est aux antipodes du tribalisme, de l'ethnocentrisme et du racisme" ⁴.

Sans faire nôtres, ces propos, il apparaît notamment des déclarations de son concepteur qu'il ne s'agit nullement d'un moyen d'exclusion qui pourrait justifier cette crise.

D'ailleurs, dans l'accord de Linas-Marcoussis du **24 janvier 2003**, ce concept n'a pas été retenu comme cause du conflit.

c) Le Domaine Foncier Rural

Il est une idée reçue que la réforme foncière en Côte d'Ivoire léserait les ressortissants étrangers. Pour prendre l'exacte mesure de cette allégation, il convient de faire l'état de la législation qui existait avant cette réforme afin d'en cerner l'évolution.

c.1 - le droit positif avant la réforme

Les sources du régime foncier avant la réforme étaient principalement constituées des textes suivants :

- Le décret du **26 juillet 1932** portant réorganisation du régime de la propriété foncière,
- Le décret **N° 64** du **16 avril 1964** portant interdiction des actes sous seing privé en matière immobilière,
- La loi **N° 70-209** du **20 mars 1970** portant loi de finance pour la gestion de **1970**,

⁴ Racines - Revues Culturelle Africaine N° 3, juin 1998 P. 87

- Le décret **N° 71-74 du 16 février 1971** relatif aux procédures domaniales et foncières.

Le contenu de ce droit positif en ce qui concerne le domaine foncier rural est caractérisé par l'article 2 du décret **N° 71-74 du 16 février 1971** qui est ainsi libellé : *"les droits portant sur l'usage du sol dit droits coutumiers, sont personnels à ceux qui les exercent et ne peuvent être cédés à quelque titre que ce soit. Nul ne peut se porter cessionnaire, desdits droits sur l'ensemble du territoire de la république"*.

L'article 1^{er} du même décret soumet la légalité de l'occupation d'un terrain rural à la possession d'un titre de concession provisoire ou définitive délivré par le Ministère de l'Agriculture ou par une autorisation d'occupation à titre précaire ou révocable.

Il ressort de ces dispositions deux (02) conséquences :

- Seule l'Administration est habilitée à délivrer un titre d'occupation. Le titre de propriété sur ces terrains est requis après l'octroi de la concession définitive. La procédure prescrite pour aboutir est décrite par l'article 3 du décret précité et comporte : une demande, une enquête administrative, l'octroi d'une autorisation d'occupation suivi d'une concession provisoire, l'immatriculation au nom de l'Etat et le constat de mise en valeur.

Il en résulte qu'aucune autorité coutumière ou aucun chef de village ne pouvait octroyer la propriété d'un terrain rural à une autre personne fût-elle ivoirienne.

Le transfert de propriété et les principales opérations sur les droits réels doivent obligatoirement avoir lieu par acte notarié. Cette exigence prévue à titre de validité est contenue dans l'article 5 du décret du **16 février 1971** et la loi de finance du **20 mars 1970**.

Peut-on rapporter la preuve, avec noms à l'appui, qu'une personne étrangère en possession d'un titre foncier ou cessionnaire d'un droit de propriété selon la procédure légale a été dépossédée de son droit ?

- Concernant les terrains coutumiers qui constituent les lieux où les plantations revendiquées sont faites et qui ne sont donc pas immatriculées ; ils appartiennent en droit à l'Etat. Les collectivités villageoises n'y avaient qu'un droit d'usage. Comme le précise l'article 2 du décret du **16 février 1971**, nul ne pouvait s'en porter cessionnaire de droits sur l'ensemble du territoire de la République.

Toute vente réalisée sur ces terrains, constitue donc une vente a non domino, le terrain appartenant à l'Etat.

Une jurisprudence constante des juridictions ivoiriennes s'est établie à cet égard. C'est ainsi que la Cour d'Appel d'Abidjan, dans un arrêt du **05 novembre 1976** (Revue ivoirienne de droit N° 1, 2, P. 50 N° 4) a jugé que la convention relative à une plantation doit être annulée et il y a lieu dans tous les cas, qu'il s'agisse d'une vente ou d'un gage, d'ordonner la restitution de cette plantation contre remboursement des sommes versées.

La même Cour d'Appel, dans une décision du **24 février 1978** (R.I.D.1982 N° 1-2 P. 51; N° 91) a considéré que les terres sur lesquelles les chefs de collectivités exercent un droit de jouissance, ne peuvent être cédées ou louées qu'après une approbation par arrêté domanial et qu'à défaut d'une telle autorisation, le bail intervenant entre les parties est entaché d'une nullité absolue.

La section de Tribunal d'Adzopé, dans un jugement N° 74/86 du **16 mai 1986** a décidé que : **"les terrains ruraux non immatriculés appartiennent à l'Etat et qu'en l'absence de la formalité d'immatriculation, les occupants desdits terrains n'exercent sur ceux-ci qu'un simple droit d'usage précaire, leur permettant de récolter et de jouir de leur travail"**.

Aussi, la législation antérieure à la réforme ne permettait ni à un Ivoirien ni à un étranger d'acquérir un terrain coutumier. **Il y a donc lieu de dire que même sous le mandat du Président Félix Houphouët BOIGNY, la règle selon laquelle "la terre appartient à celui qui la met en valeur", n'a jamais fait partie du droit positif ivoirien.**

c.2 - la situation après la réforme

L'intérêt de la réforme initiée par la loi N° 98-750 du **23 décembre 1998**, votée avant le coup d'Etat par les Députés à l'unanimité, est de rendre plus cohérent un système de textes épars et qui était source de complications.

Il définit le domaine foncier rural et en détermine la composition. Ce sont : les terres propriétés de l'Etat, les terres propriétés des collectivités publiques et des particuliers, des terres sans maître et à titre transitoire, des terres du domaine coutumier et des terres du domaine concédé par l'Etat à des collectivités publiques et des particuliers.

La réforme ne supprime pas l'exigence de l'immatriculation comme préalable de l'accès à la propriété. Elle innove, en prévoyant une procédure probatoire des droits coutumiers. Cette question ayant été l'objet de polémique entre Ivoiriens relevant des mêmes coutumes.

Les tribunaux ont souvent éprouvé de vives difficultés pour trancher les questions de propriétés coutumières.

La loi N° 98-750 du **23 décembre 1998**, organise en outre, la cession et la transmission du domaine foncier rural.

L'Administration comme dans la situation antérieure est au centre des transactions. Ainsi, aux termes de l'article 15, tout contrat de l'octroi d'une terre immatriculée au nom de l'Etat se transfère par l'Administration sur demande expresse d'un cédant et sans que ce transfert ne puisse constituer une violation des droits des tiers. Il précise que les concessions provisoires ne peuvent être transférées et que la cession directe du contrat par le locataire et la sous-location sont interdites.

Excepté ce cas, les propriétaires des terrains ruraux en disposent librement. Ils peuvent donc conclure des contrats avec des étrangers ou des Ivoiriens dans les limites de l'article 1^{er}, en l'occurrence en réservant l'exclusivité de la nue propriété aux personnes ivoiriennes qu'elles soient Ivoiriennes d'origine ou Ivoiriennes par naturalisation.

En réalité, le nouveau domaine foncier ivoirien protège les possesseurs étrangers de bonne foi. Ils sont désormais protégés contre les autochtones indéliçables qui leur vendaient ou leur louaient des terres sans en être propriétaires et en dehors des procédures légales.

Au demeurant, l'étude comparée des législations adoptées dans les pays de la CEDEAO, notamment celle du Burkina Faso sont identiques, par la clause de réserve de propriété du foncier rural et même urbain aux seuls nationaux.

Il résulte de tout ce qui précède que, la législation foncière en Côte d'Ivoire s'inscrit dans une certaine permanence. Cette permanence reste en harmonie avec l'âme africaine, pas seulement ivoirienne, qui veut que la terre soit inaliénable parce qu'« *elle appartient aux ancêtres et aux générations à venir aussi bien, sinon plus, qu'aux hommes actuellement en vie* »⁽¹⁾. C'est pour cette raison que les grands Juristes Occidentaux et

Africains, considèrent que l'idée qu'un individu puisse être propriétaire de la terre, va contre le sentiment profond des Africains^{(2) 5}.

Cela explique les problèmes fonciers qui peuvent naître entre Ivoiriens, par exemple entre les Abouré et les M'Batto en Côte d'Ivoire. Depuis plusieurs années ces deux ethnies sont en conflit.

d - La Constitution

Il est reproché à la Constitution Ivoirienne notamment en son article 35 d'être porteur d'exclusion.

A titre d'exemple, la Mission se réfère à une décision de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême rejetant la candidature à la présidence de quatorze (14) personnes.

A la lecture de cet arrêt qui ne semble pas avoir été faite par la Mission, il apparaît clairement que l'article 35 n'est pas la seule cause de rejet de toutes les candidatures sus-indiquées. D'autres motifs tenant au non respect des formalités exigées pour l'éligibilité ont fondé le rejet de la majeure partie de ces candidatures.

En effet, sur dix neuf (19) déclarations de candidatures, il y a eu douze (12) rejets et deux (02) désistements.

S'agissant des rejets :

❖ ALLASSANE OUATTARA a été éliminé pour :

- * différence de noms de sa mère sur son extrait d'acte de naissance,
- * certificat de nationalité douteuse,
- * moralité douteuse,
- * pour s'être prévalu d'une autre nationalité.

❖ Henri KONAN BEDIE a été éliminé pour :

- * défaut de visite médicale.

❖ BOA AMOIKON TIEMELE EDJAMPAN a été éliminé pour :

- * versement tardif de caution.

⁵ "les grands systèmes de Droits Contemporains" René DAVID et Camille JAUFFRET-SPINOSI-DALLOZ 1992 P. 449
DAVID et JAUFFRET-SPINOSI Op. Cit. P. 451, M'BAYE "Droit et Développement en Afrique Francophone de l'Ouest" in Tunc (A)
"les aspects juridiques du développement de l'Economie" 1966 P. 212-165

- ❖ **BOMBET Emile Constant** a été éliminé pour :
 - * moralité douteuse.
- ❖ **LEKA Faustin** a été éliminé pour :
 - * non paiement de caution.
- ❖ **Gaston OUASSENAN KONE** a été éliminé pour :
 - * dépôt tardif de caution.
- ❖ **LANZENI COULIBALY** a été éliminé pour :
 - * dossier incomplet.
- ❖ **COULIBALY CLIMANLO** a été éliminé pour :
 - * non démission de la Fonction Publique.
- ❖ **LAMINE FADIGA** a été éliminé pour :
 - * moralité.
- ❖ **DRAMANE TOURE** a été éliminé pour :
 - * dossier incomplet.
- ❖ **PEPE Paul** a été éliminé pour :
 - * dossier incomplet.
- ❖ **BAMBA MORIFERE** a été éliminé pour :
 - * non démission de la Fonction Publique.

Par ailleurs, la recommandation n° 8 du **paragraphe 154** relève "*qu'il faudrait parvenir à un consensus sur la Constitution, en tenant compte des normes internationales relatives aux Droits de l'Homme*". De quel consensus s'agit-il alors que la Constitution Ivoirienne a été votée à une majorité écrasante de **86 %**. Tous les partis politiques, y compris le RDR qui la conteste, ont appelé à voter **OUI**. La transparence de cette consultation n'a jamais été contestée.

Au surplus, quelle sont ces normes internationales relatives aux Droits de l'Homme dont la Constitution doit tenir compte ?

La Mission garde le silence sur cette question. A notre connaissance, il n'existe pas de Constitution type dans le monde. Chaque Etat a sa Constitution.

En vérité, nous voyons là en filigrane la préoccupation des rebelles et de la Mission sur les conditions d'éligibilité à la Présidence de la République. A cet égard, chaque pays établit ses critères, écrit sa Constitution selon ses contingences propres. C'est ainsi que :

EN ALGERIE

• Article 73

Pour être éligible à la présidence de la République, le candidat doit :

- Jouir uniquement de la nationalité algérienne d'origine,
- Etre de confession musulmane,
- Avoir quarante (**40**) ans révolus au jour de l'élection,
- Jouir de la plénitude de ses droits civiques et politiques,
- Attester de la nationalité algérienne du conjoint,
- Justifier de la participation à la révolution du **01 novembre 1954** pour les candidats nés avant **juillet 1942**,
- Justifier de la non implication des parents du candidat né après **juillet 1942**, dans des actes hostiles à la Révolution du **01 novembre 1954**.

AU BENIN

• Article 44

Nul ne peut être candidat aux fonctions de président de la république s'il :

- N'est pas de nationalité béninoise de naissance ou acquise depuis au moins dix ans,
- N'est de bonne moralité et d'une grande probité,
- Ne jouit de tous ses droits civiques et politiques,
- N'est âgé de quarante (**40**) ans au moins et soixante dix (**70**) ans au plus à la date de dépôt de sa candidature,

- Ne réside sur le territoire de la République du Bénin au moment des élections,
- Ne jouit d'un état complet de bien-être physique et mental dûment constaté par un collège de trois **(03)** médecins assermentés par la Cour Constitutionnelle.

AU BURKINA FASO

- **Article 38**

Le candidat aux fonctions de président du Faso doit :

- Etre burkinabé de naissance et né de parents eux-mêmes burkinabé,
- Etre âgé de trente cinq **(35)** ans révolus à la date du dépôt de sa candidature et réunir les conditions requises par la loi.

AU GABON

- **Article 10**

... sont éligibles à la présidence de la république, tous les Gabonais des deux **(02)** sexes jouissant de leurs droits civiques et politiques :

- Agés de quarante **(40)** ans au moins et de soixante dix **(70)** ans au plus,
- Toute personne ayant acquis la nationalité gabonaise ne peut se présenter comme candidat à la présidence de la République. Seule sa descendance ayant demeuré sans discontinuité au Gabon le peut à partir de la quatrième génération.

A MADAGASCAR

- **Article 46**

Tout candidat aux fonctions de président de la République doit :

- Jouir de la nationalité malgache d'origine,
- Jouir des droits civiques et politiques,
- Avoir au moins quarante **(40)** ans révolus à la date du dépôt de la candidature.

Le Président de la République en exercice, qui désire se porter candidat doit démissionner la veille de l'ouverture de la campagne électorale.

AU MALI

• **Article 31**

Tout candidat aux fonctions de président de la République doit :

- Etre de nationalité malienne d'origine,
- Jouir de tous ses droits civiques et politiques.

AU NIGER

• **Article 37**

Est éligible à la présidence de la République,

- Tout Nigérien de nationalité d'origine,
- Agé de quarante (**40**) ans au moins jouissant de ses droits civiques et politiques.

La loi précise les conditions d'éligibilité, de présentation des candidatures...

AU SENEGAL

• **Article 23**

Tout candidat à la présidence de la République doit :

- Etre exclusivement de nationalité sénégalaise,
- Jouir de ses droits civiques et politiques,
- Etre âgé de trente cinq (**35**) ans au moins.

AU TCHAD

• **Article 62**

Peuvent faire acte de candidature aux fonctions de président de la République, les Tchadiens des deux (**02**) sexes remplissant les conditions suivantes :

- Etre Tchadien de naissance,

- Né de père et de mère eux-mêmes Tchadiens d'origine et n'avoir pas une nationalité autre que Tchadienne.

EN TUNISIE

• Article 40

Pour se porter candidat à la présidence de la République tout Tunisien :

- N'étant pas porteur d'une autre nationalité,
- De religion musulmane,
- De père, de mère et de grands pères paternels et maternel tunisiens demeuré tous de nationalité tunisienne sans discontinuité,
- Etre âgé de quarante (**40**) ans au moins et soixante dix (**70**) ans au plus et jouir de tous ses droits civiques et politiques

Après l'énumération du contenu de ces Constitutions quelques remarques s'imposent.

Il est de principe en Droit International des Droits de l'Homme, que toute distinction n'est pas une discrimination (Cour Européenne des Droits de l'Homme : arrêt Van Der Muselle du **23 novembre 1983, A 70, § 46**).

Il n'y a de discrimination que lorsque la distinction manque de justification objective et raisonnable entre individus placés dans des situations monopoles. La mission n'a pas rapporté cette preuve.

Au surplus, selon la jurisprudence, (l'arrêt RASMUSSEN Cour Européenne des Droits de l'Homme du **28 novembre 1984, A 87 § 40**), la présence d'un dénominateur commun au système juridique des Etats membres est un indice pertinent du caractère raisonnable ou non de la différence de traitement.

Ainsi, au regard des Constitutions qui précèdent, il existe un dénominateur commun au niveau des conditions d'éligibilité pour la présidence au système juridique des Etats membres de l'ONU. La Constitution de la Côte d'Ivoire s'insère bien dans ce dénominateur commun et ne saurait être discriminatoire au risque de déclarer toutes ces Constitutions discriminatoires. Du reste, ces dispositions des Constitutions analogues ont-elle entraîné des guerres dans ces pays ?

2- LES CAUSES OUBLIEES OU OMISES

Au paragraphe 10, la mission identifie ce qu'elle considère comme des questions relatives aux Droits de l'Homme à l'origine du conflit. Mais à l'examen l'on constate que ces questions concernent les Droits de l'Homme par ricochet. La mission a oublié ce que l'on peut appeler une véritable question de Droits de l'Homme à l'origine du conflit :

a) Le financement de la rébellion

Il ne reste plus personne de sérieux aujourd'hui pour penser que les rebelles ont financé eux-mêmes leur action de déstabilisation.

- Comment peut-on penser que des soldats qui étaient censés réclamer une solde puissent acheter des armes qu'un Etat comme la Côte d'Ivoire ne pouvait s'offrir ?
- D'où vient l'argent qui entretient ces troupes tant en nourriture, en logistique qu'en transport ?
- Qui a gracieusement offert ces téléphones satellitaires avec lesquels paradent les rebelles et que ne peuvent s'offrir les travailleurs Ivoiriens même les mieux payés ?
- D'où tirent-ils depuis quatre (04) mois le carburant qui alimente leurs véhicules ?
- Au total qui sont les parrains de la rébellion ?

Voici les questions qui gênent beaucoup depuis le début de la crise ivoirienne. Pourquoi ont-elles gêné les membres de la mission onusienne qui par leur habit d'impartialité avaient le devoir de rechercher toutes les causes du conflit.

Toutes les organisations et les pays ont condamné la tentative de coup d'état !

Peut-on condamner les effets sans rechercher et condamner la cause en l'occurrence le financement ?

Ne pas le faire, c'est condamner le conflit ivoirien à perdurer.

Le financement d'une rébellion qui sème le crime sur son passage ne peut-être que le fait d'une organisation criminelle. La Mission Onusienne pouvait-elle l'ignorer ? A-t-elle oublié que la résolution 49/159 du **23 décembre 1994** de l'Assemblée Générale des Nations Unies a souligné que : "les organisations criminelles représentent un grand danger pour le développement des Etats, la qualité de la vie, les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales par l'usage de leur puissance financière, de la violation ou de la corruption à l'encontre des institutions politiques, économiques et sociales".

Doit-on donner du crédit à certaines thèses comme celle de Yves EKOUE AMAÏZO qui écrivait dans un article intitulé " ce qui paralyse le pouvoir ivoirien" dans le journal "le Monde Diplomatique" de janvier 2003 : "la mise en compétition et la transparence promue par le FMI et la Banque Mondiale atteignent leur limite face à la capacité d'influence, parfois de nuisance, de certaines oligarchies financières privées qui n'hésitent plus à prendre en tenaille le Gouvernement tant du Sud que du Nord".

En définitive, Pourquoi la Mission qui s'est rendue à Bouaké, n'a pas posé aux rebelles, la question de leurs moyens de subsistance et des fonds ayant servi à leur armement .

b) Sur l'ingérence extérieure

Aux termes de l'article 23 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples : "*les peuples ont droit à la paix et à la sécurité tant sur le plan national que sur le plan international. Le principe de solidarité et de relation amicale affirmé implicitement par la Charte des Nations Unies et réaffirmé par celle de l'Organisation de l'Unité Africaine est applicable aux rapports entre les Etats*".

L'alinéa 2 du même article prévoit que : "*Dans le but de renforcer la paix, la solidarité et les relations amicales, les Etats parties à la présente Charte, s'engagent à interdire ... que leurs territoires soient utilisés comme base de départ d'activité subversives ou terroristes contre le peuple de tout autre Etat, partie à la présente charte*" .

Sous ce rapport, il est étonnant que la mission onusienne ne se soit pas interrogée sur la question d'une ingérence extérieure comme question des Droits de l'Homme à l'origine du conflit. Or, les conventions internationales considèrent cette ingérence comme une violation des Droits de l'Homme.

Comment la Mission de l'ONU dont l'objectif avoué était de "recueillir des informations susceptibles d'aider le Conseil de Sécurité à comprendre la situation sur le terrain et rechercher les voies de la paix, peut-elle omettre de s'interroger sur l'ingérence extérieure ?

Comment le Conseil de Sécurité peut-il comprendre la situation sur le terrain si elle n'a pas cherché à lui donner des informations là où Monsieur Dominique GALOUZEAU DE VILLEPIN, Ministre des Affaires Etrangères de la France, pays avec lequel la Côte d'Ivoire a des accords de défense déclarait le 16 décembre 2002 dans le Journal "LA CROIX" : *"Nous dénonçons les ingérences extérieures, c'est à dire toute action menée à partir des Etats voisins de la Côte d'Ivoire, livraison d'armes, soutien en hommes. Et nous en tirerons toutes les conséquences"* ?

Comment la Mission a-t-elle pu fermer les yeux sur une question où Monsieur KANSTEINER, Sous – Secrétaire d'Etat chargé des Affaires Africaines déclarait le **12 février 2003** aux membres de la commission des Affaires africaines de la Chambre des députés du Congrès américain : *" Même si ces deux Présidents ont nié les faits, nous savons que plusieurs rebelles sont venus du Burkina – Faso. Leur organisation, le niveau de coordination de leur plan de guerre et les armes dont ils disposent montrent clairement qu'ils bénéficient d'une assistance étrangère"* ?

Malgré toutes ces évidences, la Mission n'a pas trouvé là, une question relative aux Droits de l'Homme à l'origine du conflit. Pense-t-elle, qu'elle aidera ainsi à la paix ?

C – LA PRESENTATION PARTIALE DES PARTIES

1 - LE DESEQUILIBRE DANS LE TEMPS DE PAROLE

La Mission, selon sa méthodologie implicite, donne la parole aux différentes parties. Là encore, des déséquilibres montrent son parti-pris.

- ❖ A partir du **paragraphe 68**, qui fait partie d'une subdivision relative aux charniers, le rapport donne la parole à SORO Guillaume sur neuf (09) **paragraphes (68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75 et 77)**. Le Gouvernement n'a pas bénéficié d'autant d'attention de la part la Mission, pas même une véritable séance de travail avec elle, hormis les civilités d'usages. C'est à croire que ce rapport sert de tribune au MPC. Sur les quinze (15) paragraphes (68 à 82) qui étaient censés traiter du charnier de Bouaké, seulement quatre (04) portent sur ce qui pourrait être considéré comme le but de la Mission, le reste étant consacré au plaidoyer du MPC.

Sur le point relatif aux détentions et arrestations, le rapport cite les noms de cinq (05) personnes qui seraient détenues à la Direction de la surveillance du territoire (**paragraphe 85**). Paradoxalement quand il parle des personnes détenues par le MPC, il ne cite pas les noms.

Or, pendant sa mission à Genève, les **19 et 20 décembre 2002**, Madame le Ministre Délégué aux Droits de l'Homme a remis en guise d'annexes à la déclaration solennelle du gouvernement, des témoignages comportant les noms de militaires et gendarmes détenus par les rebelles.

Un autre exemplaire de ce document accompagné d'un CD-rom contenant des images édifiantes des violations flagrantes des Droits de l'Homme par les rebelles, a été remis à la mission, à Abidjan par le Directeur de Cabinet du Ministre Délégué aux Droits de l'Homme. Pourquoi une telle discrimination ? Aucune question précise n'a été posée aux rebelles sur ce point par les membres de la Mission.

Par ailleurs, si elle avait lu les témoignages, elle aurait su que le nommé CISSE Mamadou, 1^{er} Adjoint au Maire RDR de Vavoua, ville tenue par les rebelles, dont elle déclare l'arrestation arbitraire a été mis en cause par B.T.A. (témoin n° **01** dans le document précité) comme ayant proposé des armes à la communauté burkinabé pour participer au conflit.

2) LA PRESENTATION DES REBELLES SOUS UN JOUR FAVORABLE

Les rebelles sont souvent présentés de manière insidieuse sous un jour favorable.

- ❖ **Au paragraphe 35**, une phrase surréaliste est glissée : *“malgré les efforts des responsables du MPC, des vols auraient lieu”*. De quels efforts s’agit-il ? S’agit-il de l’exécution sans procès des présumés voleurs ? ¹

Comment peut-on parler d’effort pour éviter le vol quand on évoque le cas des gens qui ouvrent les prisons partout où ils passent et enrôlent certains des pensionnaires de ces maisons d’arrêt pour combattre à leurs côtés ?

D’après ce que l’on croit savoir, la prison est faite contre l’impunité. Comment une mission du Haut Commissariat des Nations qui sait que la lutte contre l’impunité est l’option prise par l’organisation mondiale, peut-elle parler d’effort fait par un groupe qui foule au pied ce principe ? Et la Mission semble justifier cela en indiquant que c’est parce que le MPC n’a pas d’administration. Pourquoi alors ce groupe a-t-il pris l’initiative de déclencher une guerre ? A-t-on pensé aux victimes des infractions dont les auteurs sont ainsi libérés ?

- ❖ **Au paragraphe 52**, la Mission, relativement aux assassinats du Ministre Emile BOGA Doudou et des Colonels DAGROU Loula , DALLY Oblé et YODE suggère qu’ils auraient pu n’avoir pas été commis par le MPC et impute ce doute au gouvernement. Dès lors, elle ouvre la voie à une autre piste de recherche des auteurs de ces assassinats. Peut être que la Mission prétend que le Gouvernement, pense à lui même comme auteur de ces faits. Mais à la vérité, dès les premiers jours de la crise, le Président de la République a clairement désigné les rebelles comme auteurs de ces massacres.

- ❖ La Mission a choisi de rapporter les affirmations de certaines organisations de Droits de l’Homme dont elle ne cite pas les noms et qui ont pour dénominateur commun d’atténuer les crimes des rebelles. Au **paragraphe 50**, une certaine organisation se veut précise sur le nombre d’exécutions qui auraient été commises dans les zones contrôlées par le Gouvernement, en l’occurrence cent cinquante (**150**).

¹ Une dépêche de l’Agence France Presse du 07 octobre 2002, décrit l’exécution d’un voleur. En effet, la dite dépêche conclut en ces termes « au point de rassemblement des mutins, un homme portant des sacs et un ventilateur est escorté par un soldat. Soudain, une rafale part, l’homme est exécuté froidement. “c’est un voleur” explique simplement un mutin, le visage criblé de petits éclats d’obus. »

Mais quand il s'agit des exécutions sommaires pratiquées sur les rebelles, il devient subitement impossible d'avancer un chiffre. En outre, on affirme que c'est surtout au début du conflit que les rebelles ont pratiqué ces exécutions.

C'est une injure faite à la mémoire des innombrables victimes qui ont succombé longtemps après le début du conflit et dont les témoignages des parents sont contenus dans le dossier remis au Haut Commissariat aux Droits de l'homme à Genève et à la Mission lors de son arrivée à Abidjan.

❖ **Au paragraphe 84**, une organisation s'occupant des Droits de l'Homme (la même ?) aurait estimé à cent cinquante (**150**), le nombre de personnes arrêtées par les forces gouvernementales en septembre et décembre **2002**. Ici encore, on déclare ne pas connaître le nombre de personnes détenues par les rebelles.

❖ **Au paragraphe 121**, il est indiqué dans le rapport de manière claire, qu'aucun acte de destruction de lieux publics et privés n'a été constaté à Bouaké.

Cette affirmation manque d'impartialité et prouve également le manque de sérieux dans le travail accompli. En effet, des destructions de biens publics et privés ont bel et bien eu lieu à Bouaké.

En ce qui concerne les biens publics :

- ❖ La Préfecture de Police a été brûlée et décoiffée dès le premier jour par les rebelles.
- ❖ Les portes des bureaux du Tribunal ont été fracturées et les scellés ont été emportés.
- ❖ Les locaux de la Sous-Préfecture et de la Préfecture, tous les commissariats de polices, les Campus Universitaires, ont été pillés et saccagés.

S'agissant des biens privés, plusieurs maisons appartenant à des particuliers ont été pillées par les rebelles, de même que des véhicules de particuliers ont été emportés.

De nombreux témoignages recueillis par le Ministère Délégué aux Droits de l'Homme auprès de déplacés de Bouaké, confirment ces faits. L'exemple le plus patent est celui d'un opérateur économique de Bouaké, Monsieur KOUAME Konan N'zi Kan dont le domicile a été pillé et plus de soixante dix (**70**) cars de transport endommagés.

- ❖ **Au paragraphe 125**, la Mission affirme dans son rapport que *"depuis l'arrivée des forces françaises à Bouaké, on a noté que les combattants du MPCJ déploient des efforts pour éviter les actes de pillage"*.

Les observations sur le **paragraphe 87** ci-dessus restent ici valables

Par ailleurs, la Mission en employant l'expression *"on a noté"* se comporte comme un témoin oculaire des efforts qu'auraient déployés le MPCJ pour éviter les actes de pillage, alors qu'elle n'a séjourné qu'une seule journée à Bouaké et ce, dans le mois de **décembre 2002**.

3 — LA PRESENTATION DU GOUVERNEMENT SOUS UN JOUR DEFAVORABLE

En général, quand la Mission rapporte les explications du Gouvernement, elle s'évertue à dire qu'elle ne prend pas position sur leur véracité (**paragraphe 64**) comme pour jeter un voile de suspicion sur les dirigeants ivoiriens.

a) Sur les charniers

- ❖ **Au paragraphe 60**, la Mission fait état du charnier de Monoko-Zohi en précisant que cette dernière zone qui est sous contrôle des rebelles est située dans la partie occidentale du pays.

La Mission ne tire pas les conséquences de l'emplacement géographique de ce charnier. Au demeurant, elle ne fait pas état des constatations qui ont été faites dans le rapport et qui sont contenues dans les dossiers qui lui ont été remis à Abidjan et à Genève par le Ministère Délégué aux Droits de l'Homme. Elle aurait certainement été obligée d'admettre que pour aller à Monoko-Zohi (Sous-Préfecture de Dania), il fallait obligatoirement passer par Zaïbo où sont stationnées les forces françaises. Les forces françaises peuvent-elles dire qu'elles ont vu passer les forces ivoiriennes ? La Mission avait toute latitude de le leur demander. Ce sont là des faits et la Mission avait pour objet de les établir.

b) Sur les allégations d'abus et de menaces

- ❖ **Au paragraphe 66**, il est écrit "*la mission a demandé aux responsables des forces gouvernementales si des militaires avaient été traduits en justice en raison des abus qu'ils avaient commis*". Ici, le conditionnel disparaît. La Mission considère t-elle que les forces gouvernementales ont commis des abus ?

De quel abus parle t-elle pour lancer cette condamnation sans appel et sans respect de la présomption d'innocence ? Veut-elle insinuer que les autorités ivoiriennes cultivent l'impunité ?

On pourrait par ailleurs douter qu'un responsable des forces gouvernementales ait donné ès qualité dans de telles informations péremptoires. L'utilisation du terme « responsable » sans que celui-ci ne soit identifié ne vise-t-elle pas simplement à donner un crédit à ce témoignage au sens ambigu ?

- ❖ **Aux paragraphes 107-108**, il est fait état de violences, pressions et menaces de mort des journalistes en Côte d'Ivoire, surtout ceux proches des partis d'opposition et que ces actes seraient l'œuvre des forces de sécurité ivoiriennes. Cependant, dans l'énumération de ces actes, la Mission a été incapable de démontrer que ceux-ci sont imputables aux forces de sécurité.

Au surplus, à supposer que ces actes aient été accomplis par les forces de sécurité ivoiriennes, et donc par des agents gouvernementaux, comment comprendre qu'ils aient été également perpétrés contre deux (02) journaux proches du pouvoir (Notre Voie et Actuel), comme le mentionne si bien le rapport.

En outre, la Mission, tout comme "Reporters sans Frontière" il y a quelques mois, a curieusement omis de mentionner que le **19 septembre**, le **29 septembre** et le **05 octobre 2002**, le Centre Emetteur d'Abobo Abidjan de la Télévision ivoirienne, a été attaqué et endommagé. De même, les Centres Emetteurs de Séguéla et Namgbo (situés au Nord du pays) et de Bouaké, ont été également attaqués de sorte qu'à ce jour, la radio et la télévision nationales n'émettent plus dans les zones sous contrôle des rebelles ; ces derniers utilisent d'ailleurs ce qui reste de ces installations pour divulguer leurs messages et propagandes.

Ces cas d'omissions s'expliquent-ils parce qu'il est impensable d'imputer ces actes de sabotage au Gouvernement ?

❖ **Au paragraphe 112**, le rapport mentionne que depuis le début de la crise, il y a eu des assassinats politiques et cite notamment la mort du Général Robert GUEÏ comme un cas typique. Il faut faire remarquer qu'en l'état actuel, les circonstances de sa mort n'ayant pas encore été élucidées, il est hasardeux d'affirmer que sa mort est un assassinat politique.

c) Sur les destructions des quartiers précaires

Cette partialité dans l'examen des faits, transparait aussi à travers l'interprétation tendancieuse et faussement compatissante de la destruction des quartiers précaires.

Il est constant que des bidonvilles ont été détruits. Il n'est pas non plus contesté qu'une politique tendant à une urbanisation rationnelle devait aboutir au déplacement des habitants de ces lieux et à la destruction de ces constructions. Mais l'anticipation de ces actes est liée à des raisons de sécurité.

La Mission s'arroge le droit de porter un jugement sur les Autorités ivoiriennes en ces termes "cette question suscite de graves problèmes de conscience. Il est difficile de justifier la destruction délibérée de bâtiments où se sont installés des êtres humains".

Ceux qui accablent la Côte d'Ivoire sur cette question n'ont pas le monopole du cœur et de la compassion.

La Mission veut-elle contester que ceux qui ont attaqué la Côte d'Ivoire sont partis de certains quartiers précaires ? Ainsi, la destruction de ceux-ci relevait de l'état de nécessité. Une question doit être posée à la Mission : entre la vie humaine et des biens matériels quelle est la valeur qui doit prévaloir ? Les Ivoiriens estiment que la vie vaut plus que les biens.

Nos accusateurs n'ont pas eu la même indignation devant la douleur des femmes violées et des membres de famille des personnes assassinées dont le dossier qui leur a été remis, fait état. Ont-ils été indignés par le sort des personnes chassées de Bouaké ?

Le vrai problème réside dans l'absence de préavis et les questions liées au recasement. Le Gouvernement a exprimé sa compassion aux habitants de ces quartiers. Plusieurs ministres leur ont rendu visite à cet effet. Une politique de recasement est prévue et programmée. Beaucoup d'entre eux ont été accueillis par les centres qui appartiennent au Gouvernement. Où est donc le manque de conscience ?

Une fois encore, ceux qui nous accusent n'ont pas le monopole du cœur. Ils devraient plutôt se soucier d'aider à ce que ces personnes aient des ressources suffisantes pour quitter ces quartiers et habiter dans des logements luxueux comme eux.

Il ne s'agit pas d'œuvrer pour que ces personnes restent dans les bidonvilles. C'est à cette politique que le Gouvernement s'attelait lorsque la guerre lui a été imposée. Ainsi, une solution durable pour les quartiers précaires consisterait pour nos accusateurs à amener les rebelles à déposer les armes.

d) Les grands oublis

- ❖ ***aux paragraphes 22 et 23***, la Mission indique qu'il existe un flux important de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Elle omet cependant, de dire dans quel sens se font les déplacements, en l'occurrence dans le sens Nord-Sud.

Cette information nous semble essentielle.

e) Sur les organes d'information

Le rapport de manière insidieuse tend à faire croire que le Président de la République reconnaît que ces journaux incitent à la haine. Qu'est ce qui permet de dire que lorsque le Président de la République demande de ne pas s'attaquer aux étrangers il vise les journaux notamment "Notre Voie", "Le National" et "Fraternité Matin" ?

A ce niveau, des observations, il faut dire quelques mots sur les accusations portées contre le quotidien "Le National", en l'occurrence des propos racistes contre la communauté musulmane et les homosexuels.

La mission donne le sentiment partagé par beaucoup d'ivoiriens que le discours sur les Droits de l'Homme constitue un moyen essentiel de la guerre imposée à la Côte d'Ivoire avec pour dispositif essentiel l'instrumentalisation de la Cour Pénale Internationale.

En effet "Le National", présenté par la Mission comme un quotidien tribaliste, xénophobe et raciste, est considéré avec d'autres journaux comme des porte-voix du parti au Pouvoir. Toutes accusations contre ce journal constituent autant d'accusations contre le parti Gouvernemental.

La Mission insinue l'appartenance de ce journal à l'idéologie de l'extrême - droite. Or l'extrême-droite qui n'est certainement pas recommandable avec son nationalisme étriqué, se caractérise par sa pratique de discrimination et recommande l'exclusion voire l'anéantissement des personnes dites marginales, tels les homosexuels. D'où la nécessité de poursuivre "Le National" devant la Cour Pénale Internationale, de même que certains membres de l'Exécutif Ivoirien dont ils sont considérés comme les hérauts.

Ainsi s'éclaire l'affirmation contenue dans le rapport selon laquelle "Le National" est reconnu pour ses prises de positions radicales et ses articles à caractère xénophobe. "Ce journal véhicule des propos racistes contre la communauté musulmane et les homosexuels". La légèreté de cette affirmation peut être déjà illustrée par le constat que le quotidien "Le National" n'a jamais incorporé dans sa ligne éditoriale la lutte contre l'homosexualité, phénomène du reste peu connu en Côte d'Ivoire (comparativement à l'Europe et à l'Amérique).

D – LES REVELATIONS DU RAPPORT

- ❖ **Au paragraphe 145**, in fine, le rapport dit en parlant de la Côte d'Ivoire : *"c'est un exemple flagrant d'un pays prospère à l'hospitalité légendaire qui se trouve aux prises avec la tranche de sa population issue de l'immigration et ses descendants et qui doit assumer les conséquences de leurs affinités politiques"*.

Le rapport nous révèle que les migrants en Côte d'Ivoire ont des affinités politiques. Quelles sont ses affinités ? Il serait bon que la Mission nous le dise. Veut-elle insinuer que les étrangers se sont immiscés dans la politique en Côte d'Ivoire ? Au profit de quelle formation politique cette immiscion a-t-elle lieu ?

La Mission semble dire que la guerre a été faite pour les étrangers et certainement par certains d'entre eux.

E – SUR LES RESPONSABLES DES "ESCADRONS DE LA MORT"

1 – La violation du principe de la présomption d'innocence

- ❖ A partir du **paragraphe 55**, il est fait mention d'assassinats organisés par des escadrons de la mort et des milices privées.

Le Gouvernement constate que des crimes ont été commis dans les zones libres.

Par une déclaration télévisée du **08 novembre 2002**, il a condamné, par la voix du Ministre Délégué aux Droits de l'Homme, les crimes et présenté ses condoléances aux familles endeuillées. Le même jour, il a eu une séance de travail avec le Chef de l'Etat-Major, le Commandant Supérieur de la Gendarmerie, le Directeur Général de la Police Nationale, qu'accompagnaient leurs plus proches collaborateurs, en vue de renforcer la sécurité et engager les forces de sécurité et de défense à rechercher les auteurs de ces crimes, pour les faire traduire devant les Tribunaux. Dans la même déclaration, le Gouvernement en rappelant que les convictions personnelles de ses membres ne pouvait accepter ces crimes, invitait encore la communauté internationale à envoyer une commission d'enquête en Côte d'Ivoire.

Selon le rapport *"la Mission a recueilli des informations précisant que les exactions de la mort seraient constitués d'éléments proches du gouvernement et d'une milice tribale de l'ethnie du Président. Des noms ont été communiqués"*.

La gravité de ces mentions ne saurait être passée sous le silence du voile que veut lui conférer son irruption au milieu d'allégations à caractère général.

Il ne faut pas donner un autre sens à ces propos : la Mission de l'ONU impute la responsabilité des crimes commis par ce que l'on appelle les escadrons de la mort au Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et à son Président.

Les raisons en sont les suivantes :

- D'abord, il ne faut pas se laisser abuser par l'emploi du conditionnel. Du reste, ce mode grammatical présente ce que l'on dit comme une éventualité. La Mission parle "d'informations" recueillies. Elle n'en donne pas la source comme dans certaines autres parties où elle cite des organisations de défense des Droits de l'Homme, des partis politiques ou des rebelles.
- **Au paragraphe 59**, elle mentionne pourtant que ce sont les forces armées nationales de Côte d'Ivoire qui ont déclaré que le MPCJ avait établi une liste de personnes à exécuter donnant ainsi le sentiment qu'elle s'approprie cette information et qu'elle lui donne plus de crédit qu'aux autres. Ici n'apparaît pas sa fameuse clause de style : *"en citant ces extraits de document, la Mission n'émet pour autant aucune opinion les concernant"* (**paragraphe 41**).

Concernant l'imputabilité des escadrons de la mort, malgré la gravité des "informations" elle ne prend pas la prudence élémentaire de la même réserve. En d'autres termes, on pourrait traduire : prenez tout ce que le Gouvernement dit avec réserve mais quand il est mis en cause, présumez que c'est vrai.

En outre, le terme "précisant" à la suite « d'information » est révélateur du dessein des auteurs du rapport. La précision suppose admise la certitude. Elle fixe ce que l'on conçoit comme existant. Il n'est donc pas étonnant que la Mission onusienne soit en possession de noms. Elle qui est soucieuse de lutter contre l'impunité ne prend pas la peine de les communiquer aux autorités pour que des poursuites soient engagées contre ces criminels.

La Mission sait que des poursuites ont été ouvertes contre inconnu, en témoigne le P.V. n° 942 du **11 novembre 2002** par la brigade de recherche qui a été versé au dossier remis au Haut Commissaire Adjoint à Genève, le **20 décembre 2002**, par le Ministre Délégué aux Droits de l'Homme.

Sa préoccupation est-elle la lutte contre l'impunité ou l'exploitation politique d'allégations dites informations ?

En réalité, la seule personne identifiable, et partant toute désignée comme coupable, est le Président de la République non seulement en tant que Chef du Gouvernement, mais aussi, en tant que appartenant à une ethnie qui a engendré une milice tribale.

Il s'agit d'une violation insidieuse mais incontestable du principe de la présomption d'innocence d'autant plus inacceptable qu'elle émane d'un organisme censé le protéger. Ce principe est universellement reconnu et confirmé par l'article 9 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et l'article 18 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques.

Il est admis que cette présomption s'applique même dans la phase préalable au procès pénal. Les organes juridictionnels de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ont une jurisprudence constante à cet égard.

En témoigne l'arrêt ALLENET DE RIBEMONT de la Cour Européenne des Droits de l'Homme du **10 février 1995** qui énonce dans les paragraphes 35 et suivants : *"le champ d'application de l'article 6.2° ne se limite pourtant pas à l'hypothèse avancée par le Gouvernement. La Cour en effet, constaté une violation de cette disposition dans les affaires MINNELLI et SEKANINA (...) alors que les juridictions nationales saisies avaient clôturé les poursuites pour cause de prescription dans la première et acquitté l'intéressé dans la seconde"*. Elle a de même admis son applicabilité dans d'autres affaires où les juridictions nationales n'étaient pas amenées à statuer sur la culpabilité ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cour Européenne des Droits de l'Homme, arrêt Adolf du 26 mars 1982, arrêts Lutz, Englert et Nölkenbockhoff du 25 août 1987.

Ainsi, même avant un procès, la présomption d'innocence doit être respectée.

L'emploi du conditionnel n'exclut pas que la violation de la présomption d'innocence soit caractérisée. Dans une affaire X... contre Autriche, la Commission Européenne des Droits de l'Homme l'a admis dans ces termes : "pris isolément les mots : il ressort de l'enquête que le bébé aurait selon toute probabilité, été tué par sa grand-mère, âgée de soixante huit (68) ans, se rapprochent d'une affirmation de culpabilité de la requérante et à ce titre, sont critiquables. Une formule plus neutre aurait pu répondre au besoin de l'information du public".

Il n'est pas décisif que la Mission onusienne puisse objecter qu'elle n'aurait fait qu'étaler des soupçons puisque là encore, ainsi que l'a déclaré J. A. FROWEIN dans un commentaire de l'affaire PETRA KRUISE contre Suisse comme par la Commission Européenne des Droits de l'Homme⁽¹⁾ : "l'expression de soupçon peut avoir une incidence au niveau du procès, si cette expression a pour effet de déclencher une campagne de presse où d'influencer les juges"⁽¹⁾.

Ici, le rapport onusien a bien déclenché une campagne de presse dont les signes avant coureurs se trouvent dans l'interview du Président Burkinabé. Les quotidiens "la Croix" et le " Monde" en se basant sur ce rapport, ont désigné leur coupable.

Le rapport vise aussi implicitement, à justifier des poursuites et à influencer les juges qui en seront saisis puisque le Haut Commissaire aux Droits de l'Homme ne cesse de déclarer que les responsables de ces exactions seront poursuivis devant la Cour Pénale Internationale.

Au total, la violation du principe de la présomption d'innocence est bien caractérisée en l'espèce.

En réalité, cette accusation est une pièce à verser au dossier de la campagne internationale contre la Côte d'Ivoire visant à légitimer la prise du pouvoir par les armes en faisant passer les victimes pour les bourreaux.

⁽¹⁾ Requête n° 9077/80 décision du 06 octobre 1981 ; D.R., 26, P. 213 et 214
Requête n° 7986/77 décision du 03 octobre 1978

⁽¹⁾ Cité par Dean Spielman "procès équitable et présomption d'innocence" Revue Trimestrielle des Droits de l'Homme, 1999 P. 669

Il est malheureux que la Cour Pénale Internationale en qui de grands espoirs ont été placés puisse être considérée comme une arme de guerre au même titre que les chars, les kalachnikovs au service d'une rébellion dont on attend toujours de savoir qui en sont les financiers.

2 – QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES ACCUSATIONS PORTÉES CONTRE LE GOUVERNEMENT

En dépit de l'absence de preuve apportée à l'appui des allégations sur les escadrons de la mort, quelques considérations s'imposent sur les accusations portées contre le Président de la République et le gouvernement.

a) Sur l'absence de mobile

A moins d'une altération des facultés mentales de la personne, il n'y a pas de crime sans mobile. Le mobile est la raison qui a poussé l'individu à commettre une infraction.

Quels seraient les mobiles pour le Gouvernement ivoirien de commettre ces crimes ? La menace, la vengeance, la jalousie ?

Un examen rapide de la personnalité des personnes tuées permet d'être édifié sur l'inanité de ces accusations :

- ❖ Emile TEHE Président du Mouvement Populaire Ivoirien lâchement assassiné le **02 novembre 2002**, ne représentait guère un danger pour le pouvoir. Beaucoup d'Ivoiriens n'ont véritablement entendu parler de lui que lorsqu'il a été tué.
- ❖ RADY Philippe Mohamed, opérateur économique n'inquiétait guère le pouvoir. Le Chef de l'Etat Ivoirien n'est pas un homme d'affaires et ne cesse de déclarer à ceux-ci qu'il n'est pas leur concurrent. Quel intérêt y aurait-il à tuer ce commerçant prospère ?
- ❖ Le Docteur Benoît DACOURY-TABLEY dont la preuve n'est pas rapportée qu'il ait été détenu pendant deux (02) jours par les forces de sécurité ivoiriennes ne représentait pas une menace pour le Gouvernement.

Possédait-il des armes, était-il un stratège militaire ? Aucune preuve n'a été rapportée à cet égard pour justifier que lui précisément soit visé à l'exclusion des autres membres de sa famille. Les membres de la famille DACOURY-TABLEY l'ont si bien perçu que dans une déclaration lue par Philippe Henri DACOURY-TABLEY, ils ont affirmé que les vrais responsables de la mort de leur frère sont ceux qui ont déclaré cette guerre.

- ❖ Les CAMARA Yêrêfê, COULIBALY Souleymane et Diomandé Soualiho, représentent -ils un danger pour le pouvoir ? Si oui, lequel ?

Pour tous ces crimes, le mobile de la vengeance est-il admissible à l'encontre des plus hautes autorités ivoiriennes ?

Si l'on considère qu'elles envisagent de se venger en agissant ainsi, on doit conclure que tous ceux qui sont suspectés de participer à la rébellion en tant qu'auteurs ou complices seraient systématiquement exécutés. Si cela était vrai, comment expliquer que des procédures soient ouvertes devant les juridictions d'instruction contre les personnes soupçonnées d'être membres de la rébellion et d'avoir participé à l'atteinte à la sûreté de l'Etat.

En effet, depuis le **14 octobre 2002**, dans le cadre de la guerre en cours :

- ❖ Vingt trois (**23**) personnes sont inculpées au 8^{ème} cabinet d'instruction du Tribunal d'Abidjan pour attentat contre l'autorité de l'Etat, participation à une bande armée et association de malfaiteurs.
- ❖ Vingt cinq (**25**) personnes sont inculpées au 10^{ème} cabinet d'instruction. La liste de toutes ces personnes a été communiquée à la Mission de l'ONU.

Pourquoi un Etat qui exécute sommairement et clandestinement ses opposants, organiserait-il encore des procédures judiciaires pour eux ?

Pourquoi ce pouvoir choisirait-il d'être civilisé pour certains et sauvage pour d'autres ?

b) A qui profitent les crimes ?

Un pouvoir politique sensé et même le plus machiavélique ne pose pas d'acte qui ne lui porte pas profit. Dans ce conflit, le Gouvernement Ivoirien a pris l'option de la paix et a fait beaucoup de sacrifices pour s'asseoir à la même table que les rebelles qui faut-il le rappeler ont été solennellement condamnés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le **31 octobre 2002**. L'option qu'il a prise lui dicte une conduite qui montre que ces crimes ne lui profite guère.

L'on constate que chaque fois que la conjoncture est favorable à la paix ou au pouvoir en place, un crime d'une personne publique ou de l'un de ces parents intervient :

- ❖ La mort du Docteur Benoît DACOURY-TABLEY est intervenue le **08 novembre 2002** au lendemain de la signature à Lomé (Togo) d'un accord entre les rebelles et le Gouvernement reconnaissant le respect de la légalité constitutionnelle, le respect des institutions et de l'intégrité territoriale et avant la signature d'un second accord sur les modalités de désarmement des rebelles qui devait mettre un terme à la guerre.

Que peut espérer de mieux un gouvernement légal même si on estime que son seul souci est de se maintenir au pouvoir ?

Peut-on raisonnablement penser que le Gouvernement pouvait commanditer l'assassinat du frère d'un des chefs rebelles à ce moment là ?

On peut conclure que ce crime peut profiter à tous, sauf aux autorités ivoiriennes.

Les rebelles en ont d'ailleurs profité pour suspendre les négociations.

La famille DACOURY-TABLEY dans son communiqué, qui a été curieusement passé sous silence par la presse internationale, a déclaré qu'elle ne souhaitait pas que la mort de leur fils soit exploitée à des fins politiciennes et soit un prétexte pour arrêter les négociations.

- ❖ La mort du comédien CAMARA Yêrêfê dit "H". Elle est intervenue le **02 février 2003**, au lendemain d'une manifestation historique de soutien au pouvoir en place qui a réuni des millions de personnes dont plusieurs étrangers, notamment des Européens, des Libanais et des populations de l'Afrique de l'Ouest.

Pour la première fois, les média internationaux ont été obligés de reconnaître le caractère gigantesque et impressionnant de ce soutien au gouvernement et au Président de la République.

La propagande haineuse contre la Côte d'Ivoire venait de prendre un coup. Que l'on nous dise si à ce moment précis, le Gouvernement avait un intérêt quelconque à commanditer la mort du célèbre comédien "H" en sachant que cela pouvait ternir son image à l'extérieur.

Même la dictature la plus inintelligente ne le ferait pas.

Ce crime a été perpétré comme dans le but d'effacer des mémoires, la grande manifestation qui démontrait le caractère populaire du régime.

Il ne peut donc que profiter aux ennemis du pouvoir en place.

Au regard de ce qui précède, de nombreux Ivoiriens ont peur qu'au lendemain des réserves posées par le Congrès Américain aux accords de Linas Marcoussis, les escadrons de la mort viennent encore frapper pour discréditer le régime ivoirien et détourner l'attention de la Communauté Internationale de la condamnation de la prise du pouvoir par les armes.

- Si le Gouvernement est à la base des crimes en cause, comment expliquer que le syndicaliste Mahan GAHE, ardent défenseur de la légalité constitutionnelle dont l'activité est favorable au régime en place, ait échappé à un attentat dans la nuit du **mardi 11 au mercredi 12 février 2003**. Des individus en tenue militaire et en possession d'armes de guerre ont fait irruption à son domicile sis à Anyama. Il n'a eu son salut qu'au système d'alarme de son domicile qui a fait fuir les tueurs.

c) les faits qui interpellent

le pouvoir ivoirien est constamment accablé. S'il est à la base des escadrons de la mort, à moins de lui refuser le bénéfice de l'intelligence, on doit reconnaître qu'il est un bien piètre criminel.

Les escadrons de la mort que notre histoire contemporaine connaît sont en général caractérisés par leur discrétion qui est une condition de leur efficacité. Les circonstances des crimes en cause posent question :

- le corps du Docteur DACOURY –TABLEY a été découvert dans un lieu de grande affluence de même que le corps de TEHE Emile découvert sur l'autoroute du Nord.
- Le corps de CAMARA Yéréfé dit "H", a été découvert par les militants du RDR à **05 heures** du matin dans un quartier populaire réputé héberger de nombreux militants de ce parti.

A la lumière de ces constatations, il se dégage le net sentiment que ces crimes ont été commis pour que les corps soient vus par le maximum de personnes. Autrement dit, la publicité semble faire partir de la stratégie de ces tueurs si elle ne constitue pas leur but.

Un Gouvernement qui a un minimum d'intelligence n'exposerait pas ainsi ses victimes en sachant que cela peut le desservir.

CONCLUSION

Dans ses observations relatives à une précédente commission d'enquête des Nations Unies sur les événements d'octobre et **décembre 2000** en Côte d'Ivoire, le Professeur René DEGNI-SEGUI⁷ concluait en ces termes : *" en définitive, la conception apriorique et manichéenne de la Commission l'amène, non pas à rechercher la **Vérité**, l'objet de l'enquête, mais plutôt à défendre une **cause**, celle d'un parti politique. Elle pose de ce fait plus de problèmes qu'elle n'en résout. Plutôt que de nous faire avancer, le rapport de la Commission opère un recul dans le processus de la manifestation de la vérité par son caractère à la fois partiel et partial".*

⁷ Ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour le Rwanda

Cette conclusion conserve toute sa pertinence s'agissant du rapport de la Mission d'établissement des faits qui vient de séjourner en Côte d'Ivoire. Par ce rapport, la Côte d'Ivoire constate avec amertume, que la Mission a consacré le fait accompli de l'argument de la force aux dépens des exigences de la démocratie et des Droits de l'Homme.

Il faut craindre qu'en persistant dans cette voie, les agents des Nations Unies ne parviennent ni plus ni moins, qu'à faire naître progressivement au sein des peuples un sentiment de rejet de l'Organisation Mondiale, ce qui serait une catastrophe pour l'humanité.

La Mission a noté que de nombreux Ivoiriens ont foi en l'organisation mondiale.

En considérant de ce qui précède, lorsque la commission d'enquête, réclamée depuis longtemps par notre pays, viendra, trouvera t'elle la foi en Côte d'Ivoire ?

Fait à Abidjan, le 17 février 2003

Pour le Gouvernement de la
République de Côte d'Ivoire.

Victorine WODIÉ

Ministre Délégué aux Droits de l'Homme

ANNEXE

Le Rapport de la Commission d'urgence des Nations Unies pêche par deux énormes contre vérités, en son paragraphe 13^e :

❖ Première contre vérité :

On parle de la nouvelle Constitution de 2002 (Deux mille deux). En réalité la nouvelle Constitution ivoirienne a été adoptée par voie référendaire, le 23 juillet 2000 (Deux mille) et, promulguée le 1^{er} août 2000 (Deux mille), elle s'intitule :

LOI N° 2000-513 DU 1ER AOÛT 2000 PORTANT CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

❖ Deuxième contre vérité :

Le rapport de l'ONU indique que les dernières élections présidentielles qui ont porté le Président GBAGBO au pouvoir datent de l'an 2002 (Deux mille deux), avec tout ce que cette date comporte comme insinuations.

Il convient d'affirmer avec force que les récentes élections présidentielles ont été organisées par la Junte militaire dirigée par le Général GUEI Robert, en l'an 2000 (Deux mille) et non en 2002. Pendant ces élections Monsieur Laurent GBAGBO, qui n'était pas membre du gouvernement, était un Candidat de l'opposition, au même titre que les autres candidats des autres partis de l'opposition. En toute logique il ne pouvait donc pas, au même moment, subir les rigueurs de la loi constitutionnelle, et, dans le même temps, manipuler ladite loi pour exclure d'autres candidats.
